

Sarah Knafo : dépenser moins, pour taxer moins, pour gagner plus

écrit par Jeanne la pucelle | 5 octobre 2024



Sarah Knafo aux universités d'été de Reconquête!, à Orange, le 7 septembre. CLEMENT MAHOUDEAU / AFP



Sarah Knafo aux universités d'été de Reconquête!, à Orange, le 7 septembre. CLEMENT MAHOUDEAU / AFP

FIGAROVIX/TRIBUNE – La «contribution exceptionnelle» demandée par Michel Barnier aux ménages les plus aisés ne va en rien redresser la situation économique de notre pays, estime le député européen (Reconquête!). Mieux vaut, selon elle, supprimer toutes les dépenses inutiles, voire néfastes.

On a l'impression qu'en France on n'a le choix qu'entre des socialistes de gauche et des socialistes de droite. Devant une Assemblée malpolie et bavarde, notre nouveau premier ministre a voulu paraître responsable en matière de finances publiques. Mais en annonçant ouvertement qu'il augmentera la pression fiscale sur ceux qu'il appelle «les plus fortunés» et les entreprises qui «réalisent des profits importants», **Michel Barnier a livré son véritable positionnement économique.** Et c'est une fort mauvaise nouvelle pour le pays, car nous connaissons malheureusement trop bien la politique qu'il entend appliquer : celle de tous nos gouvernements depuis 50 ans.

Souvenons-nous. Après la crise de 2008, l'État a déjà imposé

une contribution exceptionnelle sur les Français les plus fortunés. Malheureusement, rien n'est plus durable qu'une fiscalité exceptionnelle... Exceptionnelle, la CRDS l'était aussi. Nous la payons toujours. Souvenons-nous encore. [François Hollande](#) avait voulu taxer les plus hauts revenus à 75%. Il finit par admettre que cette promesse était « symbolique ». Entendez : elle n'avait pas d'autre fonction que de flatter les instincts vengeurs de l'électorat communiste. Mais la folie de la mesure suffira à conduire tant d'entrepreneurs français à l'évasion fiscale – ce qui fera titrer à *Libération* « Casse-toi, riche con ! ».

Cette taxe avait rapporté 200 millions d'euros – pas même de quoi financer l'audiovisuel public pendant 3 semaines – mais combien de rentrées fiscales perdues ? Car un milliardaire qui quitte la France fait peut-être le bonheur de *Libération*, mais le malheur de tous les contribuables. Les millions d'euros d'impôts, de cotisations et de TVA qu'il faisait rentrer dans les caisses de l'État, qui les payera à sa place une fois qu'il sera parti ? Nous tous. Si vous êtes sept au restaurant pour payer l'addition, et que le septième s'en va : vous devez payer l'addition à six. Et imaginez si le septième était le plus riche, celui qui allait payer le vin ! Car l'addition, elle, ne bouge pas, et c'est bien le problème.

Au lieu d'arrêter cette folie, Michel Barnier voudrait en rajouter une couche. Jusqu'où ? Cet engrenage ne connaît pas de limite. Car, figurez-vous que plus l'État ponctionne, plus il gaspille.

Alors, que va-t-il se passer ? La science économique démontre que, passé un certain taux d'imposition fiscale, les recettes baissent : la réalité se venge. Les contribuables s'adaptent. Les entrepreneurs lèvent le pied :

pourquoi faire des efforts dont les fruits vous seront presque tous confisqués ? Les plus gros patrimoines se lancent dans une optimisation fiscale qui nous coûte cher, quand ils ne partent pas tout simplement vivre et travailler à l'étranger. À force d'appauvrir les Français, l'effort fiscal pèse toujours plus lourdement sur moins d'épaules : 76% de l'impôt sur le revenu est déjà payé par 10% de français : ceux qui gagnent plus de 3 300 euros par mois. Faut-il alourdir encore leur fardeau ? Combien d'entrepreneurs de génie, de Michelin, Citroën, Bouygues du XXIe siècle a-t-on déjà manqué à cause de ce socialisme ambiant ?

Alors, comme finalement les recettes ne sont pas au rendez-vous, il faut une nouvelle hausse d'impôts. Et ainsi de suite. C'est l'histoire des 50 dernières années en France. Trop d'impôts et trop de charges, c'est donc paradoxalement, mais inévitablement, moins d'argent pour financer les services publics. Cette mécanique implacable ne connaît pas de contre-exemples.

Au lieu d'arrêter cette folie, [Michel Barnier voudrait en rajouter une couche](#). Jusqu'où ? Cet engrenage ne connaît pas de limite. Car, figurez-vous que plus l'État ponctionne, plus il gaspille. C'est la logique même : à quoi bon compter, être raisonnable, économe, tant qu'il reste des moutons à tondre ! Pour combler le déficit, pourquoi avoir le courage de baisser les dépenses, si on peut augmenter les recettes en les prenant dans la poche du contribuable ?

Nous sommes déjà le peuple le plus taxé du monde. Avec 45% de prélèvements obligatoires par an, à partir du 16 de chaque mois, les Français ne travaillent plus pour eux-mêmes mais pour l'État. Aucune hausse d'impôts n'est acceptable. L'urgence est de les baisser. Ce qu'il faut faire est simple : dépenser moins, pour taxer moins, pour gagner plus.

Comment accepter que l'hôpital Pitié-Salpêtrière fasse un appel aux

dons pour acheter ses scanners, quand on continue de financer les salaires des humoristes de France Inter ?

Supprimer toutes les dépenses inutiles, voire néfastes : nous ne pouvons pas entendre un gouvernement gémir sur l'état de nos finances publiques s'il continue de donner 177 millions par an au Sénégal, 121 millions au Brésil, de dilapider l'argent des Français dans les 23 milliards de subventions aux associations, les 4 milliards à l'audiovisuel public, les 15 milliards de l'aide publique au développement. Et la liste que je dresse ici est loin d'être exhaustive. Comment accepter que l'hôpital Pitié-Salpêtrière fasse un appel aux dons pour acheter ses scanners, quand on continue de financer les salaires des humoristes de France Inter ?

Il faut ensuite arrêter le saupoudrage, la dispersion des moyens de l'État dans mille sujets où il n'a pas sa place. Quelques milliards dans des comités Théodule, quelques milliards pour occuper des jeunes désœuvrés, quelques centaines de millions pour la permaculture, la promotion du vélo, les petits-déjeuners à l'école, le raccommodement des vêtements usagés, les potagers dans les administrations, etc... autant de sujets où l'État s'égaré, se disperse, gaspille son énergie et surtout notre argent. Les Français attendent de l'État qu'il s'occupe de la sécurité, la santé et l'instruction des enfants ; pas qu'il régente leur vie. Qu'il assure correctement ses missions avant de prétendre se mêler du reste.

Monsieur le premier ministre, il est des fautes politiques qui sont des crimes économiques. Abstenez-vous des unes comme des autres. L'heure est à la baisse des impôts. Pour cela, il est temps de couper dans la dépense publique. C'est là que vous êtes attendu et sur cela que vous serez jugé.

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/sarah-knafo-monsieur-barnier-supprimez-les-depenses-inutiles-comme-le-salaire-des-humoristes-de-france-inter-au-lieu-d-augmenter-les-impots-20241003>